

REVUE GENERALE BELGE

Directeurs : Pierre GOEMAERE — Louis de LICHTERVELDE

Gonzague de Reynold	<i>La Suisse et l'Europe</i>	1
Fernand Baudhuin	<i>Les finances de la Belgique</i>	13
C. K. Sié	<i>Trois contes chinois</i>	25
Charles de Trooz	<i>Réconciliations françaises</i>	36
Maurice Carème	<i>Oraisons (poèmes).</i>	61
Sophie Deroisin	<i>Cet enfant devant moi</i>	64
Maurice Fraigneux	<i>Les sources immédiates du communisme doctrinal</i>	70
Raoul Crabbé	<i>Le sabordage de la flotte da- noise</i>	82
Luc Hommel	<i>Le Souverain Conseil de Bra- bant</i>	98
Dom Benoît Becker	<i>Les instituts séculiers</i>	109

CHRONIQUES

R. Crabbé : *Le fond du problème allemand*, 116; L. Dekoster : *Questions congolaises*, 121; P. Fierens : *Hommage à Gustave De Smet*, 130; Georges Sion : *La vie théâtrale*, 137; Fantasio : *Ce mois qui court*, 143; H. Colleye : *La vie littéraire*, 149; *Bibliographie*, 156; *Ephémérides*, p. III couverture.

REVUE MENSUELLE • 35 FR\$ • ABONNEMENT SEMESTRIEL 200 FRANCS
CONGO & ETRANGER 225 FR\$ - N° 40 FR\$ • NOV. 1948 • N° 37

Editeur : Ad. Goemaere, Bruxelles

Crabbé

REVUE GÉNÉRALE BELGE

RÉDACTION

Directeurs : Pierre Goemaere et Louis de Lichtervelde.

Secrétaire Général : Henri Coppieters de Gibson.

Comité de rédaction : Harold d'Aspremont Lynden, Hubert Colleye, Raoul Crabbé, Jo Gérard, Henri Haag, Adrien Jans, Chanoine J. Kempeneers, Marcel Lobet, Charles Manneback, Pierre Nothomb, Daniel Ryelandt, Georges Sion, Etienne de la Vallée Poussin.

Les articles doivent être adressés, dactylographiés, à M. Henri Coppieters de Gibson, secrétaire général, 21, rue de la Limite, Bruxelles.

Le secrétaire général reçoit sur rendez-vous. (Téléphone : 17.91.86, de 17 h. 30 à 18 h.).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Comte Henry Carton de Wiart.

Membres : Raoul Crabbé, Pierre Goemaere, Henri Goffinet et Louis de Lichtervelde.

Administrateur délégué : Adolphe Goemaere.

Prochainement :

Désiré LAMALLE :

Le problème fiscal

Marguerite DEVIGNE :

L'art aux États-Unis

ABONNEMENT : 6 livraisons de 160 pages : 200 francs.

Congo belge et Etranger : 225 francs.

La série de 6 livraisons en cours commence avec le fascicule de novembre 1948.

Compte chèques postaux : Revue Générale Belge, n° 60.227.

Le sabordage de la flotte danoise

SANS doute le sabordage de la flotte danoise dans le port de Copenhague, le 29 août 1943, n'a-t-il pas eu l'importance du sabordage de la flotte française à Toulon; mais ce drame est généralement si peu connu et les équipages ont fait preuve, en cette occasion, d'un si magnifique esprit de bravoure, que l'histoire mérite d'en être contée. Pour comprendre les raisons de ce sacrifice tardif et mesurer toute la signification de cette journée décisive, il importe toutefois de rappeler tout d'abord comment fut réalisée l'invasion de 1940 et comment l'hostilité du peuple danois à l'égard de l'envahisseur se transforma progressivement en lutte ouverte.

L'invasion « amicale ».

C'est le 9 avril 1940 que, sans avoir présenté au gouvernement du roi Christian aucun ultimatum, ni lui avoir même donné le moindre avertissement, Hitler ordonna à la Wehrmacht de franchir la frontière du Jutland, tandis que la flotte de l'amiral Raeder venait pointer ses canons devant les principaux ports et que les bombardiers du maréchal Goering vrombissaient dans le ciel de Copenhague.

Une invasion ? Pas le moins du monde. Le Reich n'avait-il pas signé, avec le Danemark, un traité de non-agression le 31 mai 1939 ? Et pouvait-on prétendre que ce petit pays de quelques trois millions et demi d'habitants, dont les forces militaires ne dépassaient pas une dizaine de milliers d'hommes, était capable de menacer sérieusement le colosse nazi ?

Non, le III^e Reich n'avait assurément rien à reprocher au Danemark — qui avait au surplus observé la neutralité la plus correcte depuis le mois de septembre 1939 — si ce n'est précisément cette faiblesse qui, prétendait Hitler, était de nature à favoriser la réali-

sation des plans d'attaque élaborés par l'état-major franco-anglais. Il s'agissait donc tout simplement de permettre à l'Allemagne d'assumer « la défense de l'indépendance du Danemark » en remplaçant le pacte de non-agression de 1939 par un « pacte d'amitié »; moyennant quoi, le Führer s'engageait solennellement à « ne s'immiscer en rien dans les affaires intérieures de l'Etat, à laisser subsister l'Armée et la Flotte et à respecter scrupuleusement l'autorité du Roi Christian et de son gouvernement ».

Sans doute le procédé utilisé ne s'accordait-il guère avec les traditions de l'ancienne diplomatie, mais il y avait beau temps que la Wilhelmstrasse avait abandonné ces coutumes désuètes qui ne pouvaient trouver place dans le monde nouveau national-socialiste où la fin suffisait largement à justifier tous les moyens.

Malgré l'énorme disproportion des forces en présence, quelques garnisons tinrent courageusement tête à l'envahisseur; mais comme il n'y avait aucun espoir de voir les Alliés intervenir pour soutenir la résistance, le Roi, d'accord avec le gouvernement, donna rapidement l'ordre de cesser le combat pour éviter un massacre inutile. Le peuple danois vit alors déferler les hordes ennemies avec le sentiment de douloureuse impuissance que l'on éprouve devant un raz de marée. Avant la nuit, tous les points stratégiques du pays étaient occupés.

Les Allemands donnèrent aussitôt l'ordre à tous les navires marchands danois qui se trouvaient en mer de rejoindre leur port d'attache; mais, comprenant que cet ordre aurait pour conséquence de les obliger à naviguer désormais pour le compte des nazis, les capitaines se gardèrent bien d'obtempérer à la sommation et ils mirent, au contraire, le cap vers les ports anglais ou alliés. C'est ainsi que plus de cinq mille marins et huit cent mille tonnes de navires, soit 60 % des effectifs et du tonnage de la marine marchande danoise collaborèrent, dès ce moment, à l'effort de guerre des Alliés. Dans la suite, de nombreux volontaires demandèrent même de servir dans la flotte de guerre britannique où, à partir de 1943, l'Amirauté constitua une « Section danoise de la Royal Navy » dont les officiers et les équipages étaient entièrement danois et dont les unités battaient fièrement le pavillon national rouge à croix blanche.

De la « manière douce » à la « manière forte ».

L'Allemagne n'avait cependant aucun intérêt à s'attirer l'hostilité du pays, ce qui aurait obligé la Wehrmacht à disséminer de nombreuses garnisons sur toute l'étendue du territoire. Ayant donc formellement promis que le Danemark ne serait pas utilisé comme base offensive contre l'Angleterre et ayant renouvelé l'assurance

que la vie nationale ne serait aucunement affectée par l'occupation, la Wilhelmstrasse décida d'user de la « manière douce » pour gagner insensiblement l'ensemble de la nation aux principes de l'ordre nouveau.

Si aucune mesure ne fut prise initialement à l'égard du Gouvernement, du Parlement, de l'Administration, ni même de l'Armée et de la Marine, qui furent autorisés à subsister sous leur forme traditionnelle, les représentants du Reich s'efforcèrent néanmoins de convaincre le Premier Ministre, M. Thorvald Stauning, un vétérinaire social-démocrate, de la nécessité qu'il y avait à « adapter progressivement la vie du pays aux nouvelles circonstances ». Par ailleurs, les leaders du mouvement national-socialiste danois, soutenus par Berlin, déclenchèrent une propagande intense en faveur d'une collaboration active avec l'Allemagne et, dès le mois d'août 1940, ils réussirent à gagner à cette idée le ministre des Affaires Etrangères, M. Erik Scavenius, qui proposa au Parlement la conclusion d'une Union douanière et monétaire avec le Reich.

A la grande surprise des « protecteurs » le projet fut cependant repoussé à la quasi-unanimité des voix. De même, le Roi, le Gouvernement et le Parlement repoussèrent dans la suite, avec une égale fermeté, toutes les demandes présentées par les Allemands, tant pour faire participer le Danemark à l'effort de guerre contre les Alliés, que pour obtenir l'envoi d'ouvriers danois dans les usines du Reich et pour mettre en application dans le pays les mesures édictées en Allemagne contre les Juifs.

Si donc les Danois avaient été contraints de s'incliner, le 9 avril 1940, devant une démonstration de force irrésistible, leur volonté d'indépendance était restée intacte et l'immense majorité de la nation repoussait obstinément toute forme quelconque de collaboration avec l'envahisseur.

A mesure d'ailleurs que se prolongeait l'occupation, le peuple danois prenait davantage conscience de tout ce qui séparait son idéal démocratique de l'idéologie autoritaire du nazisme et les dissensions qui existaient initialement entre les différents partis politiques s'atténuèrent rapidement pour faire place à un vigoureux esprit d'union nationale. Les observateurs étrangers qui avaient constaté, avec quelque surprise, l'absence de réactions populaires lorsque les blindés allemands avaient défilé au mois d'avril 1940 dans les rues de Copenhague, comprirent alors qu'ils avaient eu tort de prendre cette froideur pour de l'indifférence; si les Danois, obéissant à l'ordre de leur Souverain, avaient évité de donner libre cours à leur indignation, dans des manifestations spectaculaires inutiles, ils n'en avaient pas moins, dès ce moment, considéré l'Allemand hitlérien comme un ennemi. En un mot, si

la paix donnait, extérieurement, l'apparence d'être sauvegardée, la guerre était déclarée dans les esprits.

Les rapports envoyés à Londres par les observateurs étrangers signalèrent, à ce propos, l'influence morale décisive que le Roi exerça sur son peuple, dans ces circonstances difficiles autant que douloureuses. Affectant d'ignorer la présence de l'occupant, le Souverain ne laissa passer aucune occasion d'entretenir le sentiment de la fierté nationale. Non content de rappeler maintes fois les grandes heures de l'histoire du Danemark, il n'hésita pas à exprimer à plusieurs reprises sa certitude dans l'heureuse issue de la lutte soutenue par les démocraties contre les dictatures et, dans le message qu'il adressa le 1^{er} janvier 1942 à son peuple, il déclara ouvertement qu'il attendait « avec confiance l'heure où le drapeau danois flottera de nouveau sur un Danemark libre ».

L'hostilité à l'occupant n'allait d'ailleurs pas tarder à se manifester de plus en plus clairement, à l'occasion des efforts déployés par le parti national-socialiste, sous la direction de son chef, le Dr. Fritz Clausen. Ce parti n'avait guère eu d'influence jusqu'en 1940; composé en majorité de politiciens aigris, d'individus au casier judiciaire lourdement chargé, voire même de vulgaires aventuriers, il était dépourvu de toute autorité morale et il devint l'objet du mépris général quand, au moment de l'invasion, il se mit aussitôt docilement à la disposition de l'agresseur. Le Dr. Clausen réussit néanmoins à tromper les hautes autorités nazies de Berlin sur l'importance réelle de son mouvement et leur ayant assuré qu'il était en mesure de former, soutenu par une majorité parlementaire suffisante, un Gouvernement partisan d'une collaboration effective avec l'Allemagne, il fut autorisé à entreprendre, dès le mois d'octobre 1940, une vaste campagne de propagande dans tout le pays. Cette campagne se termina à Copenhague par une démonstration de force, au cours de laquelle les formations militaires nationales-socialistes, constituées sur le modèle des formations hitlériennes, réclamèrent la remise immédiate du pouvoir à leur « führer ».

Malheureusement pour Clausen, ni le Gouvernement ni le Parlement ne se laissèrent impressionner par cet immense bluff et les Allemands se rendirent compte alors de l'imposture de leur protégé, dont la malencontreuse initiative avait eu pour seul résultat de discréditer définitivement aux yeux du peuple danois les rares partisans d'une politique de rapprochement avec le Reich.

Clausen, qui devait être compromis un peu plus tard dans un vaste scandale financier, n'eut plus, dès lors, d'autre ressource que de s'engager comme volontaire sur le front de l'Est.

Cette tentative d'intervention indirecte s'étant ainsi soldée par un fiasco complet, les autorités occupantes décidèrent de passer

progressivement à l'utilisation de la « manière forte ». Cette évolution commença à se manifester dans le courant de l'été 1941, immédiatement après le déclenchement de la guerre contre la Russie. La Wilhelmstrasse ayant proposé au Danemark d'adhérer au « Pacte antikomintern », le gouvernement de Copenhague repoussa cette demande, prétextant qu'il n'avait jamais eu à se plaindre de la Russie et qu'il ne désirait pas compromettre ses relations futures avec ce pays. Revenant bientôt à la charge, Berlin essaya de faire comprendre qu'il ne demandait rien d'autre qu'une simple condamnation de principe de l'idéologie soviétique; mais il se heurta à un nouveau refus et il ne réussit enfin à obtenir gain de cause qu'au mois de novembre, après avoir présenté sa demande sous la forme d'un ultimatum.

Cette violation flagrante de l'engagement pris au mois d'avril 1940 par Hitler de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du pays devait déclencher la première crise aiguë. Des publications clandestines, distribuées dans tous les milieux, dénoncèrent la mauvaise foi du Troisième Reich et des formations de partisans commencèrent à se constituer pour préparer la résistance armée et le sabotage des usines travaillant pour le compte de l'ennemi.

A la mort de M. Thorvald Stauning, survenue le 3 mai 1942, le Roi confia la direction du gouvernement à M. Buhl, qui déclara vouloir continuer la politique de neutralité de son prédécesseur; mais le Dr. Moeller, chef du parti conservateur, réussit à s'enfuir clandestinement du pays et à gagner Londres pour se mettre en rapport avec les Alliés et coordonner l'action des jeunes Danois qui avaient fui le pays depuis le mois d'avril 1940 et s'étaient engagés dans l'armée britannique, dans la Royal Navy et dans les escadrilles de la R. A. F.

Les relations devinrent dès lors de plus en plus tendues entre Berlin et Copenhague et, finalement, comme les manifestations violentes et les actes de sabotage prenaient une ampleur croissante, Hitler décida d'intervenir personnellement auprès du Roi Christian pour protester contre l'attitude hostile du Gouvernement et du peuple danois à l'égard de l'Allemagne et exiger le remplacement de M. Buhl par M. Scavenius.

Un moment, le Souverain songea à repousser, sans discussion, les demandes de l'occupant. Mais si l'évolution des opérations militaires commençait à devenir plus favorable aux Alliés, ceux-ci étaient encore très loin de pouvoir soutenir une insurrection ouverte au Danemark. Hitler ayant donc menacé de faire gouverner le pays par un Reichskommissar, comme il l'avait fait en Norvège, les cercles politiques estimèrent qu'il fallait à tout prix éviter cette solution, comptant que si M. Scavenius serait fatalement amené à accorder certaines satisfactions à l'Allemagne, il se trouverait

néanmoins toujours freiné dans ses initiatives par les décisions de la majorité parlementaire. La collaboration avec l'Allemagne resterait donc, de toutes manières, moins active que si le pays était soumis à l'autorité absolue d'un Reichskommissar dont le premier soin serait d'interdire aux Danois toute activité politique et d'envoyer le Parlement en vacances.

De fait, si du 10 novembre 1942 au 20 août 1943, durant les quelque dix mois que dura le gouvernement de M. Scavenius, celui-ci accepta de fournir à l'Allemagne des quantités importantes de viande, de beurre, de poisson et d'autres produits alimentaires, les autorités danoises utilisèrent, par contre, les ressources financières provenant de ces livraisons pour mettre aussitôt au travail des dizaines de milliers de chômeurs qu'elles sauvèrent de l'envoi dans les usines de guerre du Reich. Ainsi, alors que Berlin avait fixé à deux cent mille hommes le contingent minimum à fournir par le Danemark, trente-cinq mille travailleurs seulement furent finalement obligés de quitter leur patrie, le Gouvernement et les employeurs privés réussirent à occuper les autres à une foule de besognes secondaires, voire même absolument inutiles, mais que l'on réussit à présenter aux Allemands comme indispensables pour assurer le maintien du niveau économique du pays et, par conséquent, la livraison régulière des produits alimentaires exigés.

Mais si M. Scavenius se prévalait de ces résultats pour défendre sa politique de temporisation avec l'Allemagne, la propagande antinazie ne cessait de faire des progrès rapides dans les masses et aux sabotages exécutés individuellement par les ouvriers, dans les usines travaillant pour le compte de l'ennemi, on vit bientôt succéder d'audacieux attentats à la bombe, organisés par les formations clandestines auxquelles les Alliés envoyaient, par avion, le matériel nécessaire.

C'est en vain que M. Scavenius tenta de lutter contre ce mouvement qui tendait inévitablement vers le déclenchement de la guerre ouverte; c'est en vain qu'il fit apposer dans tout le pays d'immenses affiches où l'on pouvait lire cet avertissement, inlassablement répété: « *Danois, prenez garde! En faisant sauter vos usines, vous détruisez le potentiel économique de votre propre pays et vous préparez sa ruine!* »; les élections législatives qui eurent lieu le 23 mars 1943 donnèrent au peuple danois l'occasion d'affirmer une fois de plus ses sentiments profonds, en assurant une victoire écrasante aux partis démocratiques qui enlevèrent 143 sièges sur 148!

Cette fois, l'autorité occupante réagit avec énergie. Considérant le résultat de ces élections comme une véritable « déclaration de guerre », le général von Hanneken, commandant militaire su-

prême, décida de répondre à cette « provocation » par l'emprisonnement en masse des suspects, par la déportation de dizaines de milliers d'ouvriers dans les usines du Reich et par l'exécution immédiate des saboteurs détenus dans les prisons.

Le Dr. Werner Best, gouverneur civil, ancien membre de la Gestapo, que la Wilhelmstrasse avait délégué dès le mois de novembre 1942 auprès de M. Scavenius, ne se rallia pourtant pas tout de suite à cette politique de répression violente. Voulant éviter le déclenchement d'une insurrection générale qui aurait contraint la Wehrmacht à envoyer au Danemark des effectifs considérables, il se rendit à Berlin où il s'efforça de convaincre ses amis que les saboteurs et les terroristes ne formaient, malgré tout, qu'une infime partie de la population. Au lieu de confier directement la répression aux troupes allemandes, ce qui aurait eu pour effet de compromettre irrémédiablement les relations futures entre le Danemark et le Reich, il proposa donc de remplacer M. Scavenius par un certain Krenchel, individu douteux et de médiocre intelligence, mais dont l'activité au sein du parti national-socialiste danois, en même temps que la veulerie politique, feraient un agent dévoué et docile de la Wilhelmstrasse. « Il vaut mieux faire exécuter la sale besogne par personne interposée, déclara cyniquement le Dr. Best. Ce sera peut-être l'occasion d'une guerre civile, mais lorsque les Danois en auront assez de se battre entre eux, nous interviendrons en pacificateurs et nous nous attribuerons le beau rôle en éliminant purement et simplement Krenchel que nous accuserons d'avoir utilisé des moyens que le Reich réprouve ».

Mais les événements ne donnèrent pas l'occasion au Dr. Best de réaliser son plan machiavélique. Tandis que le gouverneur civil négociait à Berlin, les « Partisans » n'avaient pas hésité à diriger leurs armes contre les Allemands eux-mêmes et ils poussèrent l'audace jusqu'à s'en prendre à l'état-major de la Gestapo, établi à Copenhague. C'est ainsi qu'un jour les patriotes parvinrent à déjouer la surveillance de la garde établie devant le bâtiment et, ayant réussi à atteindre le toit de l'immeuble en passant par les maisons voisines, ils lancèrent de puissantes charges d'explosifs par les cheminées. Un peu plus tard, les Allemands ayant réquisitionné le Forum de Copenhague pour y installer les troupes de la Wehrmacht appelées en renfort, les patriotes réussirent à dissimuler des bombes à retardement dans les bottes de paille qui devaient servir de litière aux soldats ennemis et, la nuit venue, une série d'effroyables explosions réduisit l'immense local à l'état de ruines. On vit même les saboteurs revêtir l'uniforme des policiers S. S. et des formations du parti national-socialiste danois pour accomplir plus aisément leur travail. Enfin, vers

le milieu de 1943, le Danemark était devenu, d'après les rapports des agents secrets britanniques, le pays d'Europe où l'action terroriste contre les Allemands était menée avec le plus d'efficacité.

Il ne fut pas difficile, dès lors, au général von Henneken de l'emporter à Berlin sur le Dr. Best et de faire prévaloir l'idée d'une répression militaire violente. La crise latente allait entrer dans sa phase finale. Le 4 août 1943, en effet, le gouverneur militaire remit au gouvernement danois une note très ferme exigeant que les saboteurs fussent livrés désormais aux autorités occupantes pour être jugés selon la loi allemande. Désormais aussi, les peines de prison infligées aux saboteurs ne seraient plus purgées au Danemark, mais à Hambourg. Enfin, le gouvernement danois était sommé de publier sur-le-champ un communiqué officiel approuvant sans réserve ce changement.

Si M. Scavenius était partisan d'une politique d'entente avec l'Allemagne, il était extrêmement jaloux de son autorité; aussi la note allemande, présentée sous la forme d'un ultimatum, lui parut-elle inacceptable. On se trouvait donc acculé dans une impasse et, pour en sortir, le Dr. Best, qui n'avait pas renoncé à son plan, demanda une audience au Roi. Sans révéler au Souverain ses véritables desseins, le gouverneur civil déclara qu'il répugnait personnellement à user de moyens violents et que sa démarche n'avait d'autre but que de trouver une solution pacifique au conflit. Laisant entendre qu'il désapprouvait les procédés du général von Henneken, il demanda que, dans l'intérêt supérieur du peuple danois, le Roi consentît à lancer un appel à la raison et ordonnât la cessation immédiate des sabotages et des attaques à main armée; moyennant quoi, les autorités occupantes s'engageaient à faire preuve de mansuétude à l'égard des délinquants et renonceraient aux arrestations en masse et aux déportations prévues.

Le Roi se trouvait placé devant un cas de conscience extrêmement pénible. S'il était toujours personnellement hostile à toute entente avec le Reich, il savait aussi qu'il ne pouvait encore compter sur aucun appui des Alliés et qu'une insurrection générale du peuple danois serait fatalement condamnée à être noyée dans le sang. Il promit donc de consulter les membres du Gouvernement et ceux-ci, réunis en Conseil le samedi 21, décidèrent de lancer une proclamation invitant le peuple danois « à réfléchir aux conséquences graves que les actes de violence pouvaient avoir pour l'ensemble de la population ».

Mais il était trop tard. A l'annonce des exigences formulées dans l'ultimatum du général von Henneken, la fureur populaire s'était déchaînée dans la plupart des grandes villes. A Esbjerg, le port le plus important de la côte du Jutland, les patriotes mirent le feu à un dépôt de cent mille caisses de poissons destinées à

l'Allemagne et les ouvriers décrétèrent la grève générale des transports, du téléphone et des services publics. Des manifestations analogues eurent lieu à Aalborg, Odensee, à Kolding et dans toutes les principales localités du pays, unissant toutes les classes de la nation dans la même volonté farouche de résistance à l'opresseur. Hitler, alerté d'urgence, donna alors les pleins pouvoirs au général von Hanneken pour écraser l'insurrection et le gouverneur militaire remit le samedi 28 août, au gouvernement danois, un nouvel ultimatum dans lequel, aux exigences présentées le 4 août, étaient ajoutés : la proclamation immédiate de l'état de siège, l'interdiction des réunions publiques et des rassemblements de plus de cinq personnes, le couvre-feu général de 20 h. 30 à 5 heures du matin, la livraison de tous les saboteurs aux autorités allemandes et l'arrestation d'une série d'otages qui répondraient de leur vie pour les crimes éventuellement commis contre les membres de la Wehrmacht.

Le Roi convoqua immédiatement le Conseil d'Etat, tandis que les représentants des différents partis se réunissaient d'urgence pour examiner la situation ; tous, sans exception, se prononcèrent pour le rejet de l'ultimatum.

C'était donc, cette fois, la résistance ouverte, une résistance désespérée qui ne pouvait compter sur aucun appui extérieur, mais qui affirmait la volonté héroïque d'un peuple entier de ne pas abdiquer sa liberté sans combattre, même si ce combat devait dégénérer en tragédie.

Le sabordage de la flotte.

Dès qu'il eut appris, le 28 vers 11 heures du matin, le rejet de l'ultimatum par le gouvernement danois, le général von Hanneken proclama la loi martiale dans tout le pays et les troupes de la Wehrmacht reçurent l'ordre d'occuper, dans le courant de l'après-midi, tous les points stratégiques importants. Pendant ce temps, des renforts appelés d'Allemagne commençaient à débarquer dans les principaux ports du Jutland, ce qui devait porter les effectifs chargés de réprimer l'insurrection à une centaine de milliers d'hommes.

Le Roi, de son côté, ordonna que l'armée danoise fût immédiatement mise en « état d'alerte » et que les dispositions fussent prises pour saborder la flotte si la fuite des vaisseaux s'avérait impossible. Il ne pouvait évidemment être question d'entreprendre une véritable guerre contre les Allemands. Si ceux-ci avaient laissé subsister au Danemark une minuscule armée de quatre mille hommes, ils n'avaient accordé au Roi cette faveur que pour satisfaire l'amour-propre du peuple danois, mais ils avaient eu

bien soin d'enlever, dès 1940, aux unités, la presque totalité de leur matériel moderne. Le Souverain ne se faisait donc aucune illusion sur la durée de la résistance, mais il voulait que celle-ci durât au moins les quelques heures nécessaires pour donner le temps aux bâtiments de guerre d'appareiller ou de se saborder.

La flotte, qui se trouvait en majorité stationnée à Copenhague, se composait au total, à ce moment, de deux petits cuirassés, le « Peder Skram » et le « Niels Juel », de dix-sept torpilleurs, douze sous-marins, trois mouilleurs de mines, autant de dragueurs et une douzaine de petits bâtiments auxiliaires.

La prise de ces navires ne pouvait évidemment renforcer sensiblement la puissance du Reich, mais l'honneur militaire commande, chacun le sait, qu'un marin ne rende jamais son vaisseau intact à l'ennemi. Dès que le Roi apprit les préparatifs exécutés par l'armée du général von Hanneken, il ordonna donc à l'amiral Vedel, qui avait hissé son pavillon sur le cuirassé « Peder Skram », dans le port de Copenhague, de préparer immédiatement le sabordage de tous les navires incapables de prendre la mer. Au surplus, il fit lancer aux bâtiments patrouillant au large des côtes, ce télégramme, en code secret : « Tâchez de gagner la Suède, ou sabordez votre bâtiment ».

Pour ce qui était des unités stationnées à Copenhague, il apparut rapidement que la fuite était impossible, car de puissantes formations allemandes croisaient à peu de distance du port, soutenues par l'aviation. L'amiral Vedel qui avait songé un moment à tenter une sortie désespérée, acceptant héroïquement l'idée de voir ses navires écrasés en quelques minutes sous le feu des canons allemands, renonça donc à ce projet, estimant que l'ennemi essaierait certainement de profiter de son énorme supériorité pour s'emparer de quelques bâtiments à l'abordage. Ne voulant pas laisser une seule chance aux Allemands de hisser le pavillon à croix gamée sur un bâtiment de guerre danois, il ordonna finalement de saborder tous les navires se trouvant à Copenhague et de laisser seulement les flottilles en patrouille à la mer tenter l'aventure de gagner la Suède. Chacun se mit donc aussitôt fiévreusement au travail, ingénieurs, techniciens et ouvriers rivalisant d'ardeur pour que tout fût prêt avant l'heure H. qui ne devait pas être très éloignée.

Celle-ci avait été fixée par le général von Hanneken au dimanche 29 à quatre heures du matin.

Ayant achevé leur concentration au cours de la nuit, les Allemands passèrent à l'assaut dès les premières lueurs de l'aube, attaquant de tous les côtés à la fois, mais poussant leur effort principal en direction de l'arsenal et des docks. Brisant les barrières édifiées par les Danois, ils se ruèrent sur les quais, mais comme ils

se précipitaient vers les navires, ils furent tout à coup soumis à un feu violent partant des édifices dans lesquels les soldats et les fusiliers-marins s'étaient retranchés, pour donner le temps au personnel de l'Arsenal d'achever la destruction des machines et du matériel entreposé. Voyant les assaillants en difficulté, un croiseur auxiliaire allemand, qui était entré dans le port et avait mouillé à proximité du théâtre de la lutte, participa à l'action en tirant sur les édifices occupés par les Danois. Mais, dans la lumière indécise du petit matin, il ne parvint pas à régler ses premières salves avec précision et de nombreux obus tombèrent au milieu des groupes de soldats de la Wehrmacht, ce qui provoqua une confusion générale parmi les assaillants. Prenant le croiseur pour un bâtiment ennemi, les Allemands se mirent alors à tirer sur leur propre navire au moment précis où celui-ci commençait à débarquer des troupes dans des canots, pour soutenir l'assaut et, à la grande joie des Danois, ce feu obligea bientôt le croiseur à interrompre l'opération et à lever l'ancre pour se retirer et se mettre à l'abri.

Les assaillants étant parvenus à remettre de l'ordre dans leurs rangs, se préparèrent à recommencer l'attaque de l'Arsenal. Au préalable, ils envoyèrent toutefois un parlementaire pour inviter les assiégés à se rendre : « Si vous ne capitulez pas, déclara l'officier, cinq Danois paieront de leur vie la mort de chaque soldat allemand ».

Cet ultimatum n'ayant produit aucun effet, l'assaut reprit, mais sans parvenir encore à déloger les défenseurs. Les Allemands essayèrent alors de nouveau de la menace. Ayant fait prisonnier un officier de marine, ils lui lièrent les mains derrière le dos, puis le poussèrent en avant, lui ordonnant de transmettre à ses camarades ce dernier avertissement : « Si le feu ne cesse pas dans un délai de cinq minutes, les navires de guerre écraseront l'Arsenal sous leurs obus et enseveliront la garnison entière sous les ruines de l'édifice ».

Les courageux défenseurs savaient qu'il ne s'agissait pas d'une vaine menace; mais ils avaient reçu mission de résister jusqu'au moment où le sabordage des navires aurait été un fait accompli et ils répondirent une nouvelle fois par un refus catégorique.

Enfin, comme la fusillade reprenait de plus belle et que les chars allemands, accourus à la rescousse, défonçaient les lourdes portes de l'Arsenal, de fulgurants éclairs jaillirent tout à coup, accompagnés d'effroyables détonations; obéissant au signal hissé sur le cuirassé « Peder Skram », l'un après l'autre, les bâtiments de guerre danois sautaient. En moins d'une heure, Copenhague, comme Toulon, n'allait plus être qu'un cimetière de navires.

Les commandants de quelques petites unités essayèrent de pro-

fiter du désarroi pour se glisser hors du port, mais la sortie en était bien gardée et, comme l'avait prévu l'amiral Vedel, ils succombèrent rapidement sous le feu à bout portant des canons ennemis.



Combats désespérés en mer.

Entretemps, obéissant à l'ordre reçu par code chiffré, les commandants des flottilles croisant en mer avaient donné toute vapeur aux machines pour essayer de gagner la Suède. Le petit cuirassé « Niels Juel » avait été touché par le télégramme alors qu'il se trouvait dans l'Isefjord et le commandant Westermann manœuvra aussitôt pour gagner la haute mer. Filant seize nœuds, il avait réussi à dépister jusque là les patrouilleurs allemands, lorsqu'il fut tout à coup aperçu par un avion de reconnaissance qui signala sa position à une escadrille de stukas. Possédant dix bons canons

de 150 mm., douze pièces de D. C. A. et quatorze mitrailleuses, le « Niels Juel » se prépara au combat et les premiers bombardiers en piqué furent accueillis par un feu d'une précision magnifique qui envoya trois des assaillants plonger en flammes dans la mer. Le commander Westermann réussit ainsi à poursuivre sa route dans le Kattegat, et il forçait l'allure pour essayer de gagner la côte suédoise, lorsqu'il fut assailli par une nouvelle escadrille qui réussit à placer plusieurs bombes au but. Canonniers et mitrailleurs n'en continuaient pas moins à tirer à toute vitesse, mais le cuirassé était touché dans ses œuvres vives et la vapeur s'échappa avec violence dans tout le bâtiment par les conduites crevées, tandis que plusieurs foyers d'incendie se développaient avec rapidité. Le commandant décida alors d'échouer son bâtiment pour essayer de sauver l'équipage et, ayant réussi à regagner péniblement l'Isefjord, il s'y fit couler par faible profondeur, pavillon haut, tous les canons encore intacts tirant jusqu'à ce que la quille du navire eût touché le fond du fjord. Le « Niels Juel » avait ainsi combattu sans défaillance jusqu'au bout et lorsque l'équipage quitta le navire, le pavillon flottait toujours fièrement au-dessus des eaux, lançant à l'ennemi le dernier défi qu'on pût lui opposer dans le malheur.

L'aventure qui survint au garde-côte « Hvidbjornen » fut encore plus extraordinaire. Ce petit bâtiment d'un millier de tonnes, armé seulement de deux canons, venait d'être touché par le télégramme de l'amiral Vedel et, tout en faisant mettre le cap vers la côte suédoise, son commandant, pour parer à toute éventualité, avait ordonné de disposer dans la cale une bombe à retardement dont le mécanisme devait être mis en marche à la première alerte. Ces préparatifs étaient à peine terminés lorsque surgit, dans le détroit du Grand Belt, une flottille allemande dont un bâtiment se détacha pour arraisonner le « Hvidbjornen ». Le commandant danois fit aussitôt amorcer la bombe puis, affectant la plus grande indifférence, il se laissa aborder sans résister par les Allemands qui, après avoir procédé au désarmement de l'équipage, le réunirent sur le pont. Les nazis se félicitaient de voir les officiers et les hommes du garde-côtes accepter leur sort avec une résignation aussi flegmatique, mais comme le commandant allemand prenait possession de la passerelle pour ordonner de mettre le cap sur Korsør, le capitaine danois, qui ne cessait de consulter sa montre, cria tout à coup à ses hommes : « Tout le monde par-dessus bord ! » A la stupeur de l'ennemi, les marins danois enlevèrent aussitôt prestement souliers et vareuses et, en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, ils plongèrent dans la mer devant leurs gardiens ahuris. Enfin, quand le dernier matelot eut quitté le bateau, le commandant du « Hvidbjornen » consentit à répondre aux ques-

tions dont le harcelait son collègue allemand, au comble de la fureur : « Excusez-moi, dit-il en souriant, mais j'avais oublié de vous avertir que mon bâtiment va sauter dans quelques secondes ».

Ce fut aussitôt la panique générale; abandonnant leurs armes et leurs équipements, les Allemands coupèrent les amarres des radeaux disposés sur le pont du bateau puis, après les avoir lancés à la mer, ils plongèrent à leur tour, suivis de tous leurs officiers. Quelques secondes plus tard, la bombe éventrait l'avant du navire et celui-ci commença à s'enfoncer en donnant fortement de la bande.

Le capitaine danois, cependant, n'avait pas quitté son bord. Il se tenait debout à l'arrière du vaisseau, accompagné d'un jeune matelot qui avait été rechercher, dans la chambre de son chef, le pavillon enlevé par l'ennemi. Alors, tandis que le « Hvidbjornen » s'enfonçait doucement, le marin arracha l'emblème à croix gammée qui flottait à la poupe et hissa fièrement le pavillon rouge à croix blanche du Danemark que le capitaine, figé au « Garde à vous ! », salua longuement une dernière fois avant de sauter avec son compagnon sur un radeau que quelques hommes de son équipage avaient réussi à ramener pour le recueillir.

Comme tous les autres bâtiments de la flotte, le « Hvidbjornen » avait coulé pavillon haut. L'honneur de la marine danoise restait intact.

La résistance clandestine jusqu'à la victoire.

Pendant que les chars allemands attaquaient l'Arsenal et les docks de Copenhague, d'autres détachements s'étaient dirigés vers le Palais Royal que défendait une modeste garde de quinze soldats commandés par un officier. Ayant désarmé par surprise le factionnaire placé devant l'entrée principale, les assaillants sommèrent le soldat de leur indiquer les emplacements des autres postes. Comme le prisonnier ne répondait pas, un lieutenant allemand lui plaça le canon de son revolver dans la bouche, menaçant de tirer s'il refusait de parler; mais le factionnaire ne se laissa pas impressionner et l'officier tourna alors sa fureur contre un autre garde qui venait d'être blessé mortellement en se précipitant au secours de son camarade. Saisissant par les cheveux le moribond qui râlait, étendu sur le sol, le lieutenant lui appliqua son revolver sur le front pour l'obliger à révéler d'où il venait. Mais déjà des coups de feu crépitaient dans le parc où les soldats nazis avaient pénétré en sautant par-dessus les murs; l'officier abandonna alors sa victime pour se diriger, avec ses hommes, vers l'endroit d'où partait la fusillade qui cessa d'ailleurs presque aussitôt. Voulant

éviter le massacre inutile de ses gardes, le roi avait ordonné, en effet, de cesser la lutte.

De même, le Souverain avait fait savoir au commandant de la garnison de Copenhague que, la flotte ayant réussi à se saborder, il pouvait cesser le combat devenu désormais sans objet.

Les quatre mille hommes qui restaient de la minuscule armée furent alors désarmés et internés dans des camps, tandis que le Roi était consigné dans son château de Sorgenfri et que le général von Hanneken assumait l'autorité suprême dans le pays.

La résistance ouverte, sur le sol national, était terminée, mais des centaines de jeunes gens réussirent à s'embarquer à bord de petits bateaux de pêche pour aller grossir, en Angleterre, les rangs des volontaires qui soutenaient la lutte aux côtés des Alliés depuis 1940.

Dans la suite, le général von Hanneken essaya de faire pression sur le Roi pour lui faire accepter la constitution d'un gouvernement national-socialiste danois; le Souverain refusa toujours obstinément et aucun homme politique n'osa prendre la responsabilité de gouverner sans son assentiment. Quant aux Allemands, qui avaient un pressant besoin des produits agricoles du pays, ils n'osèrent pas imposer une solution qui aurait risqué d'augmenter encore la gravité des troubles.

Malgré le désir d'apaisement manifesté par les autorités occupantes, la résistance clandestine ne cessait cependant de s'amplifier; déportations, tortures et fusillades, rien ne put vaincre la volonté farouche des patriotes de poursuivre jusqu'à la victoire le combat pour la liberté.

Le 31 août déjà, à la suite du refus de la police danoise de prêter serment d'obéissance aux autorités allemandes, les combats avaient repris dans les rues de Copenhague. Ce furent ensuite toute une série d'attentats à main armée et à coups de bombes dans les principales villes du royaume, attentats qui finirent par obliger les Allemands à proclamer, au mois de novembre, l'état d'exception dans toute la presqu'île du Jutland. Le débarquement des Alliés sur la côte normande, le 5 juin 1944, fut le signal d'une recrudescence de l'activité des patriotes. Le 22 juin, en effet, ils donnaient l'assaut, au nombre d'une centaine, à la plus importante des manufactures d'armes du pays — qui fabriquait pour le compte des Allemands les fameux canons anti-aériens Madsen et des pièces légères antichars — et ils réussissaient à mettre les installations hors de service, en y faisant sauter quinze grosses bombes. Le 26, les chantiers de construction navale Burmeister et Wain, occupant plus de dix mille ouvriers, cessaient le travail; le 27, la grève générale était proclamée à Copenhague et les combats

sévissaient de nouveau dans les rues de la capitale trois jours plus tard.

Le mois de juillet fut marqué par une extension des troubles dans les principales villes et, au mois de septembre, les forces d'occupation proclamèrent l'état d'exception dans tout le pays tandis qu'elles procédaient au désarmement et à la dissolution de toutes les formations de police danoises.

Sans se laisser intimider par les déportations et les arrestations d'otages, les patriotes, toujours sur la brèche, faisaient sauter, au mois de décembre, le poste de brouillage radiophonique d'Odense et leur action ne fit que s'intensifier à mesure que se rapprochaient les armées britanniques victorieuses qui fonçaient vers Brême et Hambourg.

Enfin, le 2 mai 1945, se leva pour les Danois l'aube de la délivrance. Ce jour-là, en effet, les navires de guerre allemands réfugiés dans les ports du Danemark se rendirent aux commandants des escadres de la Royal Navy qui s'apprétaient à les écraser sous le feu de leurs canons. Pendant ce temps, la Wehrmacht abandonnait précipitamment le pays et, trois jours plus tard, le maréchal Busch, commandant en chef des armées allemandes du Secteur Nord, se rendait sans conditions au maréchal Montgomery, l'acte de capitulation comprenant tous les effectifs encore stationnés dans le Schleswig Holstein, le Danemark et la Hollande.

La lutte avait été longue et âpre, mais elle se terminait par la victoire éclatante des démocraties dans lesquelles le peuple danois n'avait cessé de garder une foi inébranlable. Et c'est dans une atmosphère d'enthousiasme et de concorde nationale que le Roi Christian ouvrit, le 10 mai, la séance solennelle tenue par le Riksdag, à l'occasion de la libération du pays. Ceux qui avaient soutenu sans faiblir le combat à l'intérieur s'unirent fraternellement à ceux qui avaient mené, de l'extérieur, la bataille aux côtés des forces alliées. La nation entière communiait dans une émouvante fidélité au Souverain, dont la noble attitude avait su imposer le respect de tous.

Raoul CRABBÉ.